



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES Bulletin Mensuel - Numéro 195 - Octobre 2013

NOTRE OPINION

- [La souveraineté alimentaire et les luttes pour le territoire et les forêts](#)

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET LES FORETS

- [Brésil : la gestion communautaire de la forêt et du cerrado, pour la défense des territoires et de la souveraineté alimentaire](#)
La gestion communautaire établie sur des systèmes agroforestiers – une tradition séculaire, indienne, sur le continent – montre que la diversité d'arbres, y compris fructifères, permet de récupérer et de conserver la terre, mais aussi de servir de base alimentaire à la famille et même aux économies locales tout au long de l'année.
- [Cambodge : la lutte de la population rurale pour sa "forêt communautaire", une partie essentielle de sa souveraineté alimentaire](#)
Bien qu'une bonne partie des forêts originelles du Cambodge aient été détruites au cours des dernières décennies, pour beaucoup de communautés les forêts qui restent jouent encore un rôle fondamental pour garantir leur souveraineté alimentaire.
- [Indonésie : l'or porte atteinte à la souveraineté alimentaire de Bukit Tiga Jurai](#)
Le fait d'accorder des concessions à l'extraction aurifère dans la région, sans information préalable des communautés locales, provoquera des conflits entre les entreprises et les habitants
- [Nigeria: un exemple unique de gestion communautaire des forêts dans la communauté d'Ekuri](#)
De l'administration coloniale, la communauté d'Ekuri a reçu en héritage 33 600 ha de forêt primaire, la forêt communale la plus large et relativement intacte du pays et peut-être même de toute l'Afrique occidentale.

RECOMMANDATIONS

- [Vidéo Territoire disputé : l'économie verte versus l'économie des communautés](#)
- [Les peuples indiens brésiliens en lutte pour leurs droits, parmi lesquels la souveraineté alimentaire](#)
- [Le WRM et d'autres entités envoient une lettre au gouvernement brésilien sur la situation gravissime des peuples indiens dans l'état de l'Acre](#)
- [Pour plus d'informations sur le thème de la souveraineté alimentaire](#)

NOTRE OPINION

- La souveraineté alimentaire et les luttes pour le territoire et les forêts

Le 16 octobre est marqué par la Journée Mondiale pour la Souveraineté Alimentaire. Lors de sa dernière conférence internationale en Indonésie, en juin dernier, Via Campesina a qualifié la souveraineté alimentaire de « notre alternative mondiale », aussi bien pour les paysans que pour la société comme un tout. Mettre l'accent sur ce thème est d'autant plus justifié que les menaces sont nombreuses.

Les groupes d'entreprises transnationaux représentent la plus grande menace mondiale en raison de leur « faim » insatiable pour toujours plus de terres et toujours plus de « ressources naturelles ». Pour tenter de « contrôler » leurs actions, des instruments tels que la « certification » et les « sauvegardes » sont proposées, généralement volontairement, par des banques, des gouvernements et de grandes ONG préservationnistes. Ces dernières peuvent par exemple suggérer le respect des droits territoriaux et des modes de vie des communautés ou exiger le consentement des communautés touchées par les actions des entreprises.

Si les entreprises ne voient pas les « certifications »/« sauvegardes » comme des obstacles majeurs, c'est notamment parce que leur alliance avec les gouvernements nationaux demeure forte et puissante. Elles peuvent imposer leurs activités parce qu'elles disposent de concessions gouvernementales de territoires et forêts communautaires sans que personne de la communauté n'en ait été informé ou n'ait donné son consentement. Cette stratégie est devenue la règle en dépit des « certifications » et « sauvegardes » existantes. Une autre tactique entrepreneuriale pour dribbler les droits communautaires consiste à prendre le contrôle de terres agricoles sans s'en approprier. Par exemple, des entreprises séduisent des paysans avec des propositions prometteuses en termes de revenu ; elles leur demandent de planter des monocultures sur leurs terres avec pour obligation d'approvisionner l'usine de l'entreprise, supposée « respecter » les droits de la communauté à la terre et « partager » les bénéfices ».

Or, les entreprises sortent très largement gagnantes avec ce type de contrats généralement individuels avec les autochtones. Ces formes de sous-traitance vont mettre en péril la souveraineté alimentaire des communautés qui s'y engagent et celle des populations voisines. Comme l'atteste la réalité actuelle de différentes régions d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, où il y a une forte expansion de l'agrobusiness, la tendance est à la réduction de la production locale d'aliments et à l'augmentation des prix des aliments localement disponibles – qui viennent de plus en plus de l'étranger. Pour les entreprises en général, le processus est excellent parce qu'il favorise le marché lucratif d'aliments sur lequel elles exercent leur contrôle ; mais pour les autochtones, les conséquences sont très perverses et affectent en plein la souveraineté alimentaire.

Historiquement, des communautés paysannes ont réussi à garantir leur souveraineté alimentaire en adoptant des modes de vie liés au contrôle sur le territoire et sur les forêts desquelles elles dépendent pour se nourrir. Les luttes pour les droits aux territoires et aux forêts sont donc aussi des luttes pour la souveraineté alimentaire. Autrement dit, elles sont plus fortes quand elles réussissent à incorporer de manière explicite la lutte pour la souveraineté alimentaire, quand les communautés maintiennent, consolident ou reprennent le contrôle et la gestion communautaire de leur territoire. Ces luttes peuvent inspirer d'autres communautés, y compris celles qui n'ont pas réussi à résister à l'avancée des entreprises sur leurs territoires.

L'articulation des luttes pour les territoires avec la lutte pour la souveraineté alimentaire est urgente et nécessaire pour s'opposer à un modèle de production et de consommation dominant qui tente de faire de nous de simples consommateurs dépendants du marché et de promettre à des régions entières la voie du « développement » et de la « modernité ». La réalité est tout autre : davantage d'appauvrissement, de destruction environnementale et de misère, qui plongent l'humanité dans une crise toujours plus profonde à côté d'entreprises qui ne cessent de faire des bénéfices. Les alternatives proposées pour sortir de la crise dans la logique de ladite « économie verte » ne sont pas des alternatives parce qu'elles ne proposent pas de changements structurels ; il s'agit donc de fausses solutions.

Dans ce bulletin, nous présentons une série d'exemples de communautés qui luttent dans le monde pour les territoires et qui développent des expériences inspiratrices de gestion communautaire de forêts et d'autres biomes appartenant à la biodiversité riche et immense sur les différents continents du Sud mondial. Nous pensons que des liens et des échanges entre ces communautés et celles qui mènent des combats similaires peuvent faire avancer les luttes populaires et aider à stopper la progression de l' agrobusiness et de ses entreprises, pour le bien de la souveraineté alimentaire et des économies et sociétés locales/régionales. À cela s'ajoute la nécessité d'insister sur l'importance de la Campagne mondiale pour le démantèlement du pouvoir corporatif et le combat de l'impunité corporative.

[index](#)

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET LES FORETS

- Brésil : la gestion communautaire de la forêt et du cerrado, pour la défense des territoires et de la souveraineté alimentaire



Au Brésil, l'expulsion d'Indiens, de quilombolas (1) et de paysans de leurs territoires par les grands propriétaires agricoles et les entreprises existe depuis l'époque coloniale. Ce processus de 'déterritorialisation' a donné lieu à un taux de population urbaine qui frôle les 85 % et à l'une des distributions de terre les plus inégales au monde. Une autre conséquence de ce processus est la rupture des liens entre les communautés et leurs territoires et biomes. Beaucoup de nouvelles générations d'Indiens, de quilombolas ou de paysans ne peuvent déjà plus connaître et avoir un mode de vie basé sur la riche diversité de plantes et d'animaux dans certains des principaux biomes du pays, comme la Forêt Atlantique, la Forêt Amazonienne et le Cerrado, ou région de savane brésilienne.

Heureusement, les latifundistes n'ont pas toujours réussi à briser ces liens entre les communautés et

leurs territoires. La résistance et la ténacité de plusieurs communautés ont été plus fortes ! En quête de liberté et d'un renversement du contexte de violences et de pertes, nombre d'Indiens, de quilombolas et de paysans ont résisté et se sont organisés pour lutter. En plus de chercher à reconquérir leurs territoires, ils ont aussi voulu montrer que l'utilisation et la gestion de ces territoires sont rattachées à la biodiversité locale et sont beaucoup plus bénéfiques pour les communautés, les économies locales et la nature que ladite « agriculture moderne ». Basée sur l'agroécologie et utilisant des systèmes agroforestiers, l'agriculture paysanne traditionnelle est d'ailleurs à cent mille lieues des immenses pâturages (généralement peu productifs) et des monocultures à grande échelle qui emploient des grosses quantités de poisons et engrais chimiques. Malheureusement, c'est ce qui prédomine aujourd'hui dans le paysage rural brésilien, avec une grande partie destinée à l'exportation. Cette agriculture dite « moderne » provoque la mort de beaucoup de monde à cause de l'utilisation intensive de poisons, sans oublier le facteur aggravant des semences transgéniques. D'un autre côté, l'agriculture des paysans, des Indiens et des quilombolas génère une souveraineté alimentaire et stimule la vie sur les territoires ; elle est responsable de 75 % de tous les aliments consommés par le peuple brésilien.

Nous citons quelques exemples de combats menés au Brésil (2) qui ont permis de garantir les droits territoriaux, de motiver les communautés impliquées et de servir d'exemples pour d'autres. Parallèlement à la lutte pour la terre, ces communautés ont mis en place une utilisation capable de générer vie et diversité, autonomie et souveraineté alimentaire, autosuffisance et revenu. Grâce à la gestion communautaire de leurs forêts, ces communautés ont réussi à donner plus de force à la résistance et à faire progresser la lutte pour le contrôle du territoire.

Vereda Funda, état de Minas Gerais : la lutte contre la monoculture d'eucalyptus

Il y a plus de 30 ans, une zone de plus d'un million d'hectares dans le nord de l'état de Minas Gerais a été occupée par des entreprises qui développent la monoculture d'eucalyptus pour la production de charbon, une source d'énergie pour les fonderies. Les entreprises étaient surtout intéressées par les zones planes connues sous le nom de chapadas. Ces terres étaient utilisées par les communautés traditionnelles de la région (les geraizeiras) pour le bétail et pour la cueillette de plusieurs fruits et plantes médicinales du Cerrado. Avec l'invasion de l'eucalyptus, les communautés ont dû se retrancher dans les vallées et elles ont vu se tarir leurs cours d'eau et sources. Chaque fois qu'elles tentaient de ramasser du bois dans les chapadas, elles étaient privées de la liberté d'aller et venir sur leur territoire, voire jugées hors-la-loi.

Motivées par les rencontres organisées par le Rede Alerta contra o Deserto Verde [Réseau Alerte contre le Désert Vert], plusieurs communautés du nord de l'état – dont les 130 familles de la communauté de Vereda Funda – se sont organisées pour récupérer leur territoire qui avait été loué par le gouvernement de l'état à la compagnie Companhia Florestaminas. Après la fin du contrat de location et encouragée par d'autres luttes, la communauté s'est mobilisée en 2005 et a réussi, avec le soutien de Via Campesina, à occuper à nouveau ses près de 5 000 hectares de territoire traditionnel.

C'est au prix de beaucoup de luttes, confrontations et poursuites que la communauté a repris le contrôle de la zone ; elle a fait pression sur le gouvernement de l'état de Minas Gerais pour qu'il la transfère à l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (Incra) et établisse un assentamento [installation d'une communauté] agro-extractiviste. Chaque famille aura son propre lopin de terre en plus des zones collectives pour la production agro-extractiviste et le bétail. Avec le soutien du syndicat des ouvriers agricoles de Rio Pardo de Minas et du Centre d'Agriculture Alternative de Minas Gerais, la communauté a élaboré un plan de 'réoccupation' du territoire et une

carte indiquant les lieux nécessitant une « réhabilitation » de la végétation et ceux destinés aux plantations. La récupération du territoire a donné un nouveau souffle vital à la communauté et en particulier aux membres les plus anciens, car le retrait des plantations d'eucalyptus a permis le retour des animaux sauvages et des cours d'eau. La liberté est l'une des principales reconquêtes de la communauté.

Aujourd'hui, des membres de la communauté de Vereda Funda recourent à des systèmes agroforestiers et ont recommencé à cultiver leurs aliments – maïs, haricot, manioc et autres cultures. Ils ont l'intention d'augmenter la production agroécologique d'aliments, qui ne sera pas dépendante de produits chimiques comme la monoculture d'eucalyptus. Participantes actives de la lutte, les femmes ont mis en place une production industrielle de confitures qui a permis de créer des emplois et de générer des revenus pour elles et leur famille.

Antonino et Guaraqueçaba, état du Paraná : la lutte contre un projet REDD (3)

Depuis la fin des années 1990, un projet de carbone forestier affecte fortement des dizaines de communautés traditionnelles, comme les Caiçaras (4), les Indiens et les quilombolas, dans les communes d'Antonino et Guaraqueçaba. Ce projet est aujourd'hui considéré par le Service Forestier Brésilien comme l'une des « actions REDD qui donne de bons résultats ».

Mais ce projet de carbone, promu par l'ONG brésilienne de protection de la nature SPVS, a entraîné l'expulsion des communautés traditionnelles dans cette région où la Forêt Atlantique est la mieux conservée du Brésil. Or, une si bonne conservation est justement due à la présence des communautés qui ont toujours cherché à vivre en harmonie avec la forêt, avec des petites plantations pour nourrir les familles et des activités extractivistes qui préservent le milieu.

Le projet de SPVS, en partenariat avec l'ONG nord-américaine The Nature Conservancy (TNC), a accusé les communautés de détruire la forêt et les a interdit de pêcher, chasser, cultiver, etc. Plusieurs personnes ont été persécutées et arrêtées par la police qui travaille en collaboration avec SPVS. Mais dans la réalité, la déforestation a été provoquée par l'élevage à grande échelle de buffles par des propriétaires agricoles.

La communauté de Rio Pequeno s'est organisée avec l'aide du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST) et a occupé une zone utilisée par ses membres mais appartenant à un grand propriétaire agricole sur le point de la vendre à SPVS. Dans cette zone très abîmée par la déforestation, la communauté a tenu bon contre les assauts de la police et installé un système collectif agroforestier. Ce système est une réussite parce qu'il a permis de récupérer le territoire et de fournir des ressources aux familles de la communauté, qui ont produit des fruits et autres cultures pour leur alimentation personnelle et pour la vente dans la région. Aujourd'hui, la communauté produit pour un programme d'aliments du gouvernement fédéral qui fournit par exemple les écoles publiques de la région.

Cette expérience témoigne de la lutte contre les projets REED et de l'importance de s'organiser chaque fois plus pour défendre le droit des communautés à garder le contrôle de leurs territoires. Elle montre également qu'il est possible de bien vivre et de récupérer la terre pour garantir l'autonomie et la souveraineté alimentaire des communautés. L'objectif actuel est de créer un réseau solidaire entre toutes les communautés touchées par le projet REED dans la région et de consolider la résistance.

Région du Baixo Parnaíba, état du Maranhão : la lutte contre les plantations de biomasse de Suzano

Des dizaines de communautés traditionnelles de la région du Baixo Parnaíba ont vu au cours des dernières années leurs territoires envahis par l'entreprise Suzano, qui a déboisé et planté des eucalyptus sur les superficies planes de la région – une zone de transition entre le Cerrado et la forêt amazonienne dans le nord-est du pays. Suzano produit des granulés de bois qui sont destinés à l'exportation et envoyés dans les usines de production d'énergie de biomasse en Angleterre. En faisant cela, elle se vante de la production d'une « énergie renouvelable ».

Pourtant, la dévastation dont l'entreprise est responsable n'a rien de « renouvelable » : elle détruit des milliers d'arbres parmi lesquels le bacuri, symbole des communautés traditionnelles de la région qui en consomment les fruits. Sa pulpe est transformée en un jus délicieux et nutritif qui est une source importante de revenu pour la communauté car les centres urbains de l'état en raffolent. Son écorce ou sa semence permettent de produire des confiseries ou confitures. Les semences sont aussi utilisées dans la fabrication d'huile pour traiter les dermatoses, sans oublier les vertus anti-inflammatoires. Il s'agit d'un arbre mystérieux et attrayant qui est encore peu étudié, au même titre que le milieu ambiant du Cerrado du Baixo Parnaíba. À l'exemple du bacuri, le Cerrado impose son allure et son rythme aux êtres humains qui veulent jouir de son abondance. Les autochtones ont l'habitude d'attendre que les fruits tombent pour les ramasser. Celui qui les prend quand ils sont encore sur l'arbre est sûr d'obtenir moins de pulpe et de se retrouver sans fruits l'année suivante. C'est ainsi que les habitants des zones planes [chapadas] du Baixo Parnaíba apprennent les limites de la nature et, surtout, l'importance de les respecter.

Tout en ayant résisté à l'avancée de l'eucalyptus en barrant la route aux machines utilisées pour déboiser le Cerrado, les communautés ont développé des petits projets collectifs de gestion intensive du bacuri pour améliorer leurs revenus et fortifier la culture au moment où elle est menacée. Les membres de la communauté se plaignent du concept de productivité appliqué par les fonctionnaires de l'état, en général des agronomes, qui jugent très souvent le Cerrado « improductif ». Mais c'est sans compter sur les milliers de bacuris et péquias chargés de fruits précieux, sur le babassu et son huile excellente, les buritis à la base d'une délicieuse confiserie et les petites plantations où les habitants plantent un peu de tout : riz, haricot, maïs, manioc, citrouille, pastèque. Dans la vision dominante des fonctionnaires, la productivité est synonyme de grandes monocultures et d'un emploi massif d'engrais et d'agrottoxiques. Mais personne dans les communautés de la région ne mange d'eucalyptus ni de soja, l'autre monoculture à grande échelle.

Considérations finales

La gestion communautaire établie sur des systèmes agroforestiers – une tradition séculaire, indienne, sur le continent – montre que la diversité d'arbres, y compris fructifères, permet de récupérer et de conserver la terre, mais aussi de servir de base alimentaire à la famille et même aux économies locales tout au long de l'année. Les trois expériences supra citées valorisent une grande biodiversité et les valeurs fondamentales des biomes pour les communautés traditionnelles. En perfectionnant ces expériences dans la pratique pendant qu'elles luttent pour le territoire, ces communautés ont entre les mains une arme importante au milieu de ce combat inégal contre des entreprises et des propriétaires agricoles qui sont tous, sans exception, soutenus par les gouvernements. Les sociétés et les gouvernements se doivent de reconnaître leurs pratiques en tant que stratégie viable pour affronter les multiples crises qui touchent actuellement l'humanité.

(1) Quilombolas : Descendants d'Africains qui ont été emmenés de force au Brésil, au temps des colonies, pour y exercer un travail esclave.

(2) Articles du bulletin et comptes rendus disponibles sur le site de WRM, avec davantage d'informations sur les expériences de ces communautés

- (3) REDD : Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
(4) Population traditionnelle qui vit sur le littoral du sud-est et du sud du pays.

[index](#)

- Cambodge : la lutte de la population rurale pour sa “ forêt communautaire ”, une partie essentielle de sa souveraineté alimentaire



Bien qu'une bonne partie des forêts originelles du Cambodge aient été détruites au cours des dernières décennies, pour beaucoup de communautés les forêts qui restent jouent encore un rôle fondamental pour garantir leur souveraineté alimentaire. C'est dans la forêt qu'elles obtiennent divers types de légumes, des champignons, du miel, de petits animaux ; la forêt leur procure aussi l'oléorésine que produit l'arbre du rotin, avec laquelle elles protègent, par exemple, le bois des bateaux qu'elles utilisent pour pêcher dans les rivières, la pêche étant un autre pilier de leur souveraineté alimentaire; de même, la forêt leur fournit du bois de feu pour préparer leurs repas, et leur offre des herbes et d'autres éléments de la médecine traditionnelle. Pour les femmes en particulier, pour leurs activités traditionnelles et les rôles qu'elles jouent, les zones boisées sont extrêmement importantes. “La forêt nous rend mille services” , a dit une des femmes d'une communauté récemment visitée par le WRM.

La législation cambodgienne garantit le droit des communautés d'être propriétaires de terres et, depuis peu, d'avoir leur « forêt communale » reconnue et démarquée. Or, dans la pratique, elles doivent souvent beaucoup se battre pour que leurs droits soient respectés. Un des obstacles est le processus que le gouvernement central a entrepris et qui consiste à donner en concession à des entreprises des terres qui se superposent à celles dont les communautés dépendent. Un autre problème qui se pose aux communautés qui ont des zones boisées est la pratique actuelle d'extraire du bois de prix dans les forêts ; ce bois est destiné au marché d'exportation.

La concession de Pheapimex

Dans la province de Kampong Chhnang, les communautés se heurtent depuis le début des années 2000 au problème de la concession de Pheapimex, une compagnie cambodgienne qui a reçu 315 628 hectares dans Kampong Chhnang et dans d'autres provinces, et qui est fortement liée et donc soutenue par le gouvernement cambodgien (voir <http://wrm.org.uy/articles-from-the-wrm-bulletin/section1/cambodia-the-curse-of-concessions/>). Pheapimex est le partenaire cambodgien de la compagnie chinoise Wuzhisan, elle aussi active dans le secteur des concessions, et elle sous-loue aussi la zone à d'autres entreprises. Au fil des ans, beaucoup de familles ont été expulsées par les activités de la compagnie, mais les membres de la communauté y ont résisté, par exemple en déposant des plaintes auprès des autorités, en barrant les routes et en arrêtant les machines

utilisées pour déboiser et pour faire les plantations en régime de monoculture avec lesquelles les concessionnaires remplacent les forêts abattues. À cause des protestations, la compagnie a dû abandonner ses projets initiaux de planter d'énormes étendues de citronnelle ; de même, elle a renoncé à son intention de faire des plantations industrielles d'eucalyptus. Pourtant, dans la province de Pursat, dans les zones boisées habitées par peu de personnes et où il était donc difficile d'organiser la résistance, la plupart des forêts communales ont été détruites et la compagnie a fait de grandes plantations industrielles de manioc. Les travailleurs appliquent des produits agricoles toxiques sans équipement de protection (voir la photo) , de sorte qu'ils sont encore plus exposés à ces substances nuisibles. Bien que le manioc soit une culture vivrière qui pourrait être avantageuse pour le marché local, d'après les membres de la population il est exporté en Chine pour être transformé.



Là où les forêts communales se superposent à une concession, la communauté doit non seulement se mobiliser constamment pour protéger ces zones mais aussi avec les autorités pour que ces zones soient reconnues en tant que forêt communale. Grâce à la résistance contre la compagnie, les communautés des provinces de Kampong Chhnang et de Pursat ont reçu au total 60 000 titres de propriété où sont comprises les zones qu'elles utilisent pour subsister, où se trouvent surtout leurs rizières et leurs maisons. Cependant, elles se plaignent des dimensions des parcelles : sur le papier, elles auraient au maximum 5 hectares, mais dans la pratique les parcelles démarquées sont beaucoup plus petites, de sorte que les familles ne savent pas comment elles répondront à l'avenir aux besoins de terre de leurs enfants. En outre, ces titres ne comprennent pas les forêts communales ; par conséquent, la lutte pour la reconnaissance et la démarcation de ces zones continue. L'opposition à la compagnie continue aussi parce que, même aux endroits où elle n'a pas encore fait de plantations à cause de la résistance des communautés, comme dans le district de Boribo, elle a commencé maintenant à construire de nouveaux systèmes d'irrigation.

Le combat pour la forêt de Pray Long

Dans une autre région du Cambodge, une organisation dénommée réseau Pray Long défend la forêt de Pray Long, de 360 000 hectares. C'est une des dernières forêts bien conservées du pays, et près de 200 000 personnes en dépendent directement et indirectement pour leur subsistance. Dans la langue locale, « Pray Long » veut dire « Notre forêt ».

Quelques membres du réseau Pray Long de la province de Kampong Thom, et d'autres personnes des villages de Srea Choeng et de Kbal Khla, patrouillent de façon presque permanente leur forêt

communale. La zone qu'ils surveillent est située à la lisière de la forêt de Prey Long ; elle couvre environ 4 500 hectares mais n'a pas été officiellement démarquée par le gouvernement. Elle est menacée par les activités d'une compagnie vietnamienne (CRCK) qui a une concession dans la région pour planter des hévéas en régime de monoculture. Les membres de la communauté se heurtent au problème que certains d'entre eux, influencés par des gens de l'extérieur souvent puissants, qui veulent tirer profit du bois de prix de la forêt communale, envahissent cette zone et la déboisent. Un petit groupe d'habitants qui tiennent à conserver leur forêt pour eux et pour les générations futures parcourent la zone jour et nuit et, quand ils découvrent un groupe d'envahisseurs, ils se mobilisent pour essayer d'éviter une destruction plus grande de la forêt. Grâce à cela, ils ont réussi ces dernières années à limiter la destruction de la forêt à 100 ha seulement ; sans leur surveillance, ce chiffre aurait sans doute été beaucoup plus élevé.

Le réseau Pray Long a reçu ces derniers temps une reconnaissance importante en provenance de l'étranger : il a reçu de la Fondation Alexander Soros le Prix des Droits de l'Homme pour ses activités de conservation de la forêt de Pray Long. Pourtant, à l'intérieur du pays les membres du réseau et les communautés des provinces de Kampong Chhnang et de Pursat doivent encore se battre durement avec les autorités pour défendre leurs moyens d'existence, dont les zones de forêt, contre la menace des concessions et de l'exploitation forestière.

Afin d'accroître la motivation et l'inspiration et de fortifier les valeurs spirituelles communes, les habitants des diverses provinces visitées ont construit, à plusieurs endroits et près de leur forêt communale, de petits temples simples pour demander aux esprits de protéger la forêt et eux-mêmes dans leur dur combat. Cela montre à quel point les forêts sont importantes, et non seulement pour le bien-être physique – la souveraineté alimentaire – de la population : le rôle spirituel et religieux que jouent les forêts donne à celles-ci une importance cruciale.

Winnie Overbeek (winnie@wrm.org.uy) ; article basé sur une visite d'étude réalisée en octobre 2013.

[index](#)

- Indonésie : l'or porte atteinte à la souveraineté alimentaire de Bukit Tiga Jurai



Sumatra Copper Ltd

Sumatra Copper Ltd, une société minière londonienne, a des concessions dans les forêts indonésiennes et fonctionne avec le Groupe Newcrest. Une de ces concessions, d'environ 300 000 hectares, est à Sumatra, dans le triangle constitué par le croisement des frontières des provinces de

Bengkulu, Jambi et Sumatra du Sud. Les compagnies qui sont en activité dans cette zone sont des filiales indonésiennes des deux autres, pour lesquelles Sumatra Copper l'autorisation nécessaire aux chefs des districts respectifs ou au gouverneur.

Une d'elles est dirigée par la PT Jambi Gold, qui dépend de la Sumatra Copper Ltd de Jambi. Elle a une concession forestière de 7 480 hectares dans les districts de Sarolangun et de Merangin. À Bengkulu, la Sumatra Copper Ltd, sous le nom de PT Bengkulu Utara Gold, est propriétaire de 99 979 hectares situés dans les districts de North Utara, Rejang Lebong, Kepahyang Legon, Central Bengkulu et Mukomuko. La concession empiète sur la Forêt protégée de Bukit Daun (50 000 hectares) et sur le Parc national de Kerinci Sebalat. En outre, sous le nom de PT Lebong Gold le groupe a reçu aussi 57 630 hectares dans le district de Lebong.

En Sumatra du Sud, le Sumatra Copper Group possède des concessions forestières par le biais de deux filiales : la PT Dwin & Nusa Sejahtera (9 979 hectares) et la PT Musi Rawasa Gold (75 000 hectares). Les deux concessions ont été octroyées par le Chef du district de Musi Rawas.

Les activités de ces entreprises se déroulent à l'insu des communautés des environs, qui ne savent même pas qu'une partie de leurs terres et forêts ont été données en concession. Les habitants savent seulement que certaines compagnies s'occupent de travaux de construction et du transport de produits miniers qui quittent la forêt dans des hélicoptères. Cependant, ils ignorent absolument quelle est la compagnie en activité et où vont les produits miniers.

Dangers pour la dernière forêt de Sumatra

Les peuples indigènes de Jambi appellent la zone du triangle formé par les frontières de Jambi, Bengkulu et Sumatra du Sud « Bukit Tiga Jurai », qui signifie « colline des sources » d'où coulent les fleuves dans trois directions différentes (jurain peut signifier aussi origine ou lignée). Ces zones boisées se trouvent dans les montagnes de Bukit Barisan. Dans la province de Jambi, le triangle s'étend sur trois districts : Merangin, Sarolangun et Tebo, tandis qu'en Bengkulu il limite avec six districts qui ont encore des zones boisées dans la partie nord de la province : Mukomuko, North Bengkulu, Central Bengkulu, la partie sud de Kepahyang, Rejang Lebong et Lebong. En Sumatra du Sud, les zones boisées font partie des districts de Musi Rawas et Linggau.

Beaucoup de membres des communautés de la région sont toujours très attentifs aux cycles naturels et météorologiques, puisqu'ils dépendent surtout des produits de la forêt, et leurs méthodes agricoles sont adaptées à l'écologie de la forêt et au cycle hydrologique. Cependant, le système économique local, basé sur les fonctionnements de l'environnement et qui est le principal atout des communautés des forêts et de leurs environs, reste invisible, comme s'il n'existait pas pour l'économie du pays. Pour cette raison, on ne considère pas qu'il fasse partie de l'économie de l'État, lequel a classé dernièrement les forêts en tant que zones « improductives », sur la base du modèle économique mis en place par le gouvernement, qui considère qu'elles ne sont « productives » que lorsqu'elles sont données en concession. Cette « improductivité » est utilisée pour légitimer l'accaparement de terres et de forêts que pratiquent les entreprises.

Une forêt comme celle de Kerinci Sebalat, en plus d'avoir beaucoup d'influence sur la vie et sur l'avenir des communautés qui les habitent ou qui vivent autour d'elles, a aussi beaucoup de valeur pour des centaines de milliers de personnes qui ne vivent pas dans les zones immédiatement adjacentes. En effet, les montagnes alimentent quelques fleuves importants qui traversent une dizaine de districts. Ainsi, les communautés qui vivent dans la forêt de Kerinci Sebalat ne sont pas les seules qui en dépendent ; beaucoup d'autres le font, qui habitent sur la côte ou sur les bords

des fleuves, dans une zone bien plus large.

Les changements du couvert forestier et les activités d'extraction qui portent atteinte à la structure géomorphologique de la région ont des répercussions directes sur les méthodes agricoles et sur les moyens d'existence des agriculteurs et des pêcheurs qui dépendent de la disponibilité d'eau. À propos de la coutume locale d'appeler cette zone « Bukit Tiga Jurai », depuis des époques lointaines les communautés ont considéré les forêts du triangle comme l'origine des peuples qui habitent sur les flancs des montagnes de la côte occidentale (Benkulu) et orientale (Jambi et Sumatra du Sud). Le fait de modifier et d'exploiter la région de « Bukit Tiga Jurai » implique d'éliminer la source de vie et la culture des habitants des trois zones.

Le gouvernement indonésien a classé les forêts en plusieurs catégories, comme le Parc national de Kerinci Sebalat, la Forêt protégée de Bukit Daun et une autre zone, dite « de production limitée », qui joue le rôle de zone tampon du parc national. Du point de vue géographique, la forêt du triangle commun à Jambi, Bengkulu et Sumatra du Sud est dominée par le Parc national de Kerinci Sebalat, dernière réserve de biodiversité de Sumatra, où l'on trouve encore des rhinocéros, des orangs-outangs, des tapirs et des tigres de Sumatra.

La culture, la souveraineté alimentaire et les forêts

Batang Asai est un sous-district de Sarolangun dans la province de Jambi, situé sur le versant oriental des montagnes Bukit Barisan. C'est un exemple de dualisme, car il est administré par un gouvernement municipal mais, du point de vue culturel, il reste fondé sur le système des clans.

Un de ces clans est celui de Pengambang Matin, dont on pense que c'est un des plus anciens de Jambi. Les membres du clan ont toujours su que le sous-sol de leurs terres et de leurs fleuves était riche en or, mais ils ne l'ont extrait que par des méthodes traditionnelles.

Aujourd'hui, les membres de la communauté de Pengambang Batin sont préoccupés parce qu'ils ont appris que leurs terres ont été incluses dans la zone de la concession de Sumatra Copper, au nom de PT Jambi Gold. Des générations durant, les habitants de Pengambang ont vécu en harmonie avec le cycle naturel de l'écosystème de la forêt qui les entoure, en utilisant divers produits et en produisant leurs propres vivres, ce qui leur a permis d'assurer leur souveraineté alimentaire.

Pour la culture du riz, la population utilise le fleuve Kungai pour irriguer ses rizières traditionnelles en pompant l'eau au moyen d'une grande roue en bois.

Une fois la récolte finie, ils utilisent les rizières pour faire paître leurs buffles. Cet animal est très important pour eux : en plus de manger sa viande, ils l'utilisent pour préparer la terre pour appliquer leur système agricole traditionnel, et comme source d'engrais biologique. Les buffles peuvent aussi représenter une réserve financière à long terme, pour l'éducation des enfants et pour la construction de maisons.

En plus du riz irrigué, ils pratiquent aussi le padi huma (culture non irriguée du riz en montagne) qui s'adapte au calendrier local des saisons, et ils le font en association avec d'autres cultures pour éloigner des ravageurs de plusieurs types. Bien que les rizières non irriguées se trouvent près de la forêt, elles ne subissent pas les attaques des ravageurs parce que, en plus de les faire dans les périodes où certains ravageurs diminuent, ceux-ci ont aussi d'autres plantes et êtres vivants à leur disposition.

Plusieurs produits non ligneux de la forêt, comme le kepayang, contribuent aussi à satisfaire leurs besoins quotidiens ; en plus d'utiliser les fruits comme plat d'accompagnement, ils tirent des graines de l'huile de cuisine et du combustible. Les habitants de Pengambang utilisent beaucoup d'autres produits de la forêt dans leur alimentation, leur médecine et à d'autres fins. En général, les ressources naturelles sont utilisées, contrôlées et conservées en commun, par exemple en appliquant le lubuk larangan (droit coutumier) pour protéger la diversité de poissons du fleuve, où la pêche n'est pas autorisée à certains endroits protégés pendant une période déterminée.

Conflits et destruction de l'environnement

Le fait d'accorder des concessions à l'extraction aurifère dans la région, sans information préalable des communautés locales, provoquera des conflits entre les entreprises et les habitants dans les divers districts des trois provinces.

1. Conflits qui concernent les zones de forêt utilisées et gérées par les communautés. Les forêts qui ont été allouées en concession au groupe Sumatra Copper, dans presque tous les districts joutent ou se superposent administrativement avec les zones des communautés indigènes. Ceci créera des conflits avec les membres de la communauté au niveau des villages, des sous-districts, des clans et des districts, vu que les communautés qui, d'un point de vue administratif et culturel, contrôlent et gèrent ces zones-là, se verront menacées et perdront leurs moyens d'existence quand les groupes industriels commenceront à fonctionner.

De même se verra menacée l'existence de la communauté de Suku Anak Dalam de Jambi, dont le territoire se situe dans les montagnes Masurai et Sebelat. Les activités de l'entreprise lèseront gravement les habitants de Suku Anak Dalam, puisque leurs zones de culture nomade disparaîtront, alors que diverses ressources naturelles qui constituent leur principal moyen d'existence s'épuiseront.

2. Le conflit entre l'extraction minière traditionnelle et l'industrie minière

Les habitants du district de Lebong ont toujours pratiqué l'extraction aurifère alors que, dans le district de Sarolangun, quelques émigrants extraient depuis peu et à faible échelle l'or de la rivière par la méthode de la séparation mécanique.

La présence des entreprises rendra illégales ces deux méthodes d'extraction, vu que cette dernière s'effectue dans les zones que le gouvernement a données en concession.

L'interdiction et l'expulsion des mineurs traditionnels et artisanaux provoqueront un rejet et des protestations de la part de la communauté.

3. Conflits liés à la destruction de l'environnement

Le rejet des résidus miniers dans les rivières qui traversent plusieurs districts des trois provinces réduira la qualité de l'eau que consomment les populations riveraines, perturbera les systèmes d'irrigation des rizières et l'élevage, et aura des effets négatifs sur la santé humaine.

Comme à Buyat Bay, Mandailing Natal et Papouasie, les changements radicaux, physiques et chimiques, de la qualité de l'eau toucheront directement les personnes qui consomment l'eau de la rivière, et provoqueront des troubles et des protestations collectives.

Le rejet exprimé dans certains villages de Marga Batin Pegambang, du sous-district de Batang Asai, district de Sarolangun, province de Jambi, n'est que la pointe émergée de l'iceberg encore caché que constituent les communautés qui ont été témoins directs de l'activité de la compagnie. De plus, un rapide coup d'œil sur leurs vies avant la présence des mines permet de vérifier la sagesse,

garantie de souveraineté alimentaire, des personnes qui vivent dans la forêt ou près d'elle dans d'autres provinces de Sumatra. L'extraction d'or à Bukit Tiga Jurai provoquerait des troubles et des conflits contre le gouvernement et contre l'entreprise elle-même.

D'un côté, le gouvernement encourage l'exploitation minière à grande échelle qui devrait rendre « productive » la zone de forêts ; d'un autre côté, il détruit les systèmes vivants, comme les bois et les cours d'eau, systèmes très productifs qui fournissent des aliments à la population, compromettant ainsi fortement la souveraineté alimentaire et le futur en général des communautés.

Zenzi Suhadi, WALHI / Amis de la Terre d'Indonésie.

[index](#)

- Nigeria: un exemple unique de gestion communautaire des forêts dans la communauté d'Ekuri



Introduction / antécédents

Le Nigeria, situé en Afrique occidentale, est le pays le plus peuplé du continent, avec une population estimée à 170 millions de personnes. Du Sud vers le Nord, l'écosystème du Nigeria est constitué par la mangrove, la forêt tropicale, la savane et la zone semi-aride. Pendant la période précoloniale et après l'indépendance en 1960, la forêt tropicale nigériane était relativement intacte. Néanmoins, cette forêt a été gravement atteinte par la déforestation, la dégradation, la fragmentation et le changement d'affectation des sols pour l'agriculture ; par l'abattage illicite, la chasse excessive, la récolte non durable de produits forestiers non ligneux, les incendies incontrôlés, l'extraction excessive de bois de feu et l'urbanisation. D'après rainforests.mongabay.com, « la déforestation est un problème grave au Nigeria, où le taux de disparition des forêts est un des plus élevés du monde (3,3 %). Depuis 1990, le pays en a perdu près de 6,1 millions d'hectares, soit 35,7 % de son couvert forestier. Qui pis est, les écosystèmes les plus riches en biodiversité du Nigeria – ses forêts anciennes – sont en train de disparaître à un rythme encore plus rapide. Entre 1990 et 2005, le pays a perdu chaque année 79% de ces forêts et, depuis 2000, elle a perdu en moyenne 11 % de ses forêts primaires, soit le double que dans les années 1990. Ces chiffres donnent au Nigeria le discutabile privilège d'avoir le taux de déboisement de forêts naturelles le plus élevé de la planète ». L'État de Cross River, situé sur la frontière de la République du Cameroun, possède aujourd'hui 50 % des forêts qui restent au Nigeria et il est un des hotspots de biodiversité du monde.

Le système de gestion des forêts

Les forêts de l'État de Cross River ont hérité du système d'administration colonial britannique. Elles sont divisées en réserves forestières (sous contrôle du gouvernement), forêts communautaires (gérées par les communautés), forêts privées (gérées par des ONG), et Parc national de Cross River (géré par le gouvernement fédéral). D'après la Stratégie 2010-2014 de l'Union internationale d'organisations de recherche forestière (IUFRO), « Les forêts sont des systèmes biologiquement divers, qui offrent une variété d'habitats à des plantes, des animaux et des microorganismes. La biodiversité des forêts est liée à des facteurs socio-économiques, elle fournit des biens et des services qui vont des produits ligneux et non ligneux à l'atténuation du changement climatique et aux ressources génétiques » et qui sont essentiels pour l'alimentation quotidienne des communautés comme Ekuri et de la population du monde en général.

La communauté d'Ekuri : qui sont-ils ?

Une communauté de l'État nigérian de Cross River qui a fait une percée importante et réussie dans le domaine de la foresterie communautaire est la communauté d'Ekuri. Constituée par deux villages, Old Ekuri et New Ekuri, à 7 km l'un de l'autre et avec une population de 6 000 personnes, Ekuri appartient à la tribu Nkokoli, qui n'occupe que cinq villages dans tout le pays et qui parle le lokoli, un langage unique que l'on ne parle nulle part ailleurs. De l'administration coloniale, la communauté d'Ekuri a reçu en héritage 33 600 ha de forêt primaire, la forêt communale la plus large et relativement intacte du pays et peut-être même de toute l'Afrique occidentale.

L'origine de la participation de la communauté d'Ekuri à la foresterie communautaire formelle

En 1981, sans influence extérieure, la communauté d'Ekuri a conçu l'idée d'un projet formel de foresterie communautaire, pour préserver l'héritage des ancêtres et les moyens d'existence, pour favoriser le développement de la communauté et la réduction de la pauvreté et pour éviter les expériences négatives vécues par des communautés qui avaient perdu leurs forêts. L'idée a continué de se développer au fil des ans, grâce à la participation active des chefs, des anciens, des femmes, des hommes, des jeunes et des enfants, afin de sauvegarder la richesse commune dont dépend la communauté pour sa survie quotidienne. Qui plus est, Ekuri, en tant que minorité infime du pays, a compris que son développement durable dépend de sa forêt, puisqu'il est peu probable que le gouvernement fédéral ou étatique proposent ou mettent en œuvre des plans de développement qui soient avantageux pour elle.

Les problèmes qui ont déclenché l'adoption de la foresterie communautaire à Ekuri

Au moment d'adopter cette idée, les habitants d'Ekuri devaient marcher pendant quatre heures à travers la forêt vallonnée jusqu'à la route carrossable la plus proche pour aller vendre au marché des produits forestiers légers mais d'un prix élevé et acheter des produits essentiels qu'ils ramenaient chez eux en les portant sur leur tête. La communauté n'était pas du tout équipée ; les maladies, l'analphabétisme, la pauvreté et la mortalité y sévissaient. Cela a motivé toute la population à unir ses efforts et son engagement pour surmonter la situation. En 1992, la communauté d'Ekuri a créé l'Initiative d'Ekuri, une ONG mandatée pour œuvrer pour la conservation, la gestion durable de la forêt, le développement communautaire et la réduction de la pauvreté.

Réalisations

Depuis sa création, l'Initiative d'Ekuri a rapporté des réalisations stimulantes :

1. Bien que l'Initiative possède un Conseil qui définit les politiques de l'organisation, les projets

sont présentés à l'assemblée générale de la communauté d'Ekuri pour qu'elle apporte des commentaires et des suggestions qui seront intégrés aux nouvelles politiques ; ainsi, la communauté peut faire siennes les décisions et garantir la viabilité des mesures, des programmes et des activités.

2. L'extraction de bois de deux parcelles de 50 ha et la récolte durable de produits forestiers non ligneux (afang, mangue sauvage, joncs, graines d'achi, etc.) ont généré des recettes qui ont permis de construire un chemin non macadamisé de 40 km, avec ponts caniveaux, jusqu'au deux villages d'Ekuri ; de financer en partie un centre médico-social, un bâtiment scolaire, une mairie, des bourses d'études, des cours de formation des jeunes pour diminuer la pression exercée sur la forêt. L'Initiative a donné une formation technique en agriculture durable aux agriculteurs d'Ekuri, elle a amélioré les variétés des cultures alimentaires, elle a donné des subsides au logement, payé des honoraires médicaux pour les plus vulnérables, entretenu les frontières pour décourager les entrées non autorisées, etc.
3. Avec le soutien de partenaires donateurs, l'Initiative a fait le levé du périmètre de la forêt communautaire (33 600 ha) ; elle a formulé un plan d'utilisation des terres que les villageois gardent jalousement, un plan sur 5 ans pour l'utilisation des sols, et un plan concernant l'agriculture et les produits forestiers non ligneux ; elle a intenté des procès réussis concernant la concession forestière illégale et frauduleuse dans la forêt communautaire d'Ekuri, et organisé plusieurs activités de renforcement des capacités, etc.
4. Le succès de l'Initiative d'Ekuri a poussé la Commission forestière de l'État de Cross River à réécrire sa stratégie pour le secteur forestier, en la faisant partir entièrement du principe de la foresterie communautaire. En outre, l'initiative de foresterie communautaire d'Ekuri a été désignée comme « projet phare de foresterie communautaire au Nigeria ». Le département britannique du développement international (DFID) a aidé la Commission forestière à appliquer le modèle d'Ekuri à 33 communautés forestières, et Living Earth, une ONG britannique, a fait la même chose dans 5 communautés de l'État.
5. La Fondation nigériane pour la Conservation a appliqué le modèle d'Ekuri dans l'État de Taraba, dans le nord-est du Nigeria. Plusieurs communautés se sont rendues à Ekuri pour apprendre de ses expériences innovantes ; elles venaient du Nigeria, du Cameroun, d'Ouganda, du Mozambique et d'Afrique du Sud.
6. L'Initiative d'Ekuri a développé des mécanismes de génération de revenus, tels que le paiement de droits d'inscription pour les acheteurs de tous les produits agricoles et forestiers, d'impôts sur les ventes et de droits d'entrée qui alimentent chaque jour la trésorerie de la communauté et sont utilisés par elle. La communauté d'Ekuri a mis en place un système suivant lequel tous les arbres de la forêt et des fermes (sauf ceux qui ont été plantés par des particuliers) sont des biens communaux. Cette mesure a réduit radicalement la dégradation de vastes étendues de forêt que pratiquaient les riches pour y faire de l'agriculture ou pour obtenir des arbres à vendre aux exploitants forestiers, comme cela arrive dans d'autres communautés au détriment des pauvres. Le système traditionnel de propriété individuelle de la terre comporte la déforestation pour l'agriculture ; or, grâce au nouveau système et au plan d'utilisation des sols, la terre est distribuée de façon équitable entre les membres de la communauté, en tenant compte des questions de genre et en garantissant la justice, le respect des règles et l'engagement catégorique de tous avec l'idéal de la communauté de protéger ses « richesses communes ». L'Initiative est aussi la seule responsable d'extraire du bois à des fins commerciales pour satisfaire aux besoins de la communauté d'Ekuri, contrairement à ce qui se passe dans d'autres communautés où la coupe est pratiquée par des particuliers.
7. En 2004, l'Initiative a reçu le « Prix Équateur » du PNUD, en reconnaissance de ses réussites dans la réduction de la pauvreté au moyen de la conservation et de l'utilisation durable de la

biodiversité.

8. Le principal succès de l'initiative de foresterie communautaire d'Ekuri est d'avoir acquis définitivement la capacité de protéger ses richesses communes et de freiner les intérêts forestiers, en dépit des nombreuses tentatives des richards puissants et de leurs collaborateurs dans les coulisses du pouvoir. Ceci a beaucoup contribué à maintenir relativement intacte la forêt communautaire d'Ekuri et à rendre possible le développement socio-économique, culturel et environnemental de la population. En plus, les communautés voisines qui, elles aussi, dépendent de cette forêt pour leur subsistance quotidienne, et celles situées en aval qui ont besoin d'eau, en ont bénéficié également. La forêt communautaire d'Ekuri stockant du carbone, elle contribue à atténuer le changement climatique au profit du monde entier. Le rôle proactif que joue la communauté d'Ekuri pour préserver son héritage naturel a la capacité réelle de répondre aux besoins des générations actuelles et futures, et il mérite d'être imité par d'autres communautés, afin de sauver la terre-mère de l'épuisement total de ses ressources et les êtres humains des conséquences négatives que cela comporterait.

Chef Edwin Ogar (Coordinateur de programmes), Wise Administration of Terrestrial environment and Resources (WATER), 6 Abasilta Street, Off MCC Road, Calabar, Cross River State, Nigeria.
Téléphone : +234 803 546 1507. E-mail : newedeva@yahoo.com.

[index](#)

RECOMMANDATIONS

- Vidéo Territoire disputé : l'économie verte versus l'économie des communautés

Produite par WRM en 2012, cette vidéo montre la lutte (évoquée dans ce bulletin dans l'article sur le Brésil) des communautés des municipalités d'Antonina et Guaraqueçaba, dans l'état du Paraná, contre un projet REDD. En plus de mettre l'accent sur les impacts du projet REDD, la vidéo parle de la lutte de la communauté du Rio Pequeno pour récupérer son territoire en produisant collectivement des aliments et en implantant des systèmes agroforestiers.

Consulter : <http://www.youtube.com/watch?v=azmJJXizan0>

[index](#)

- Les peuples indiens brésiliens en lutte pour leurs droits, parmi lesquels la souveraineté alimentaire

Pendant la première semaine d'octobre, des peuples indiens ont organisé des manifestations dans tout le pays, y compris à Brasília, pour protester contre la tentative de certains députés liés aux intérêts d'exploitations minières et d'entreprises d'agrobusiness de changer les droits des Indiens dans la Constitution Brésilienne ; plus précisément, de réduire leurs droits aux territoires traditionnellement occupés. Or, une telle décision aurait de graves conséquences sur la capacité de ces peuples à garantir leur survie physique et culturelle ainsi que leur souveraineté alimentaire.

Consulter : <http://mobilizacao nacionalindigena.wordpress.com/>

Beaucoup de peuples sont engagés dans la lutte. À titre d'exemple, la campagne pour la

délimitation du territoire des Tupinambá, un peuple indien du sud de Bahia qui attend depuis neuf ans la fin de la procédure de délimitation de la réserve indienne Tupinambá de Olivença. Le caractère traditionnel de la terre Tupinambá est prouvé et la Constitution brésilienne garantit les droits des peuples indiens à leurs territoires. Mais l'État brésilien ignore systématiquement les délais légaux pour la finalisation du processus, ce qui ne fait qu'accentuer le conflit dans la région et menace la souveraineté alimentaire de ce peuple. Une campagne internationale tente d'exiger de l'État qu'il achève au plus vite la délimitation pour permettre la fin de la violence et assurer les droits des Indiens et des non Indiens. Pour aider à diffuser les efforts de cette campagne, rendez-vous à l'adresse suivante :

https://secure.avaaz.org/po/petition/Terra_Indigena_Tupinamba_de_Olivenca_demarcacao_ja/?copy

[index](#)

- Le WRM et d'autres entités envoient une lettre au gouvernement brésilien sur la situation gravissime des peuples indiens dans l'état de l'Acre

Après la visite d'un village indien dans l'état de l'Acre avec les organisations Amigos da Terra Brasil et Rede Brasil sobre Instituições Financeiras Multilaterais, le WRM et ces entités ont envoyé une lettre au gouvernement brésilien pour lui demander de délimiter au plus vite les 21 réserves indiennes qui sont encore en attente de ce processus dans l'état de l'Acre. Il y est relaté la visite de la communauté indienne Jaminawa de São Paulino, à proximité de Sena Madureira. Les 24 familles y vivent aujourd'hui sur seulement 5 hectares et sous la menace constante des grands exploitants agricoles. Elles sont victimes d'intimidations et de menaces (verbalement ou même avec des tirs de fusils) quand elles essaient de pratiquer leurs activités traditionnelles comme l'agriculture, la chasse et la pêche sur leur propre territoire. D'où une menace sérieuse à l'encontre de leur souveraineté alimentaire.

Pour lire la carte dans sa totalité, consulter –en anglais- <http://wrm.org.uy/other-relevant-information/mocao-publica-de-apoio-a-demarcacao-das-terras-indigenas-no-acre/>

[index](#)

- Pour plus d'informations sur le thème de la souveraineté alimentaire

Il existe des publications, déclarations et autres informations sur le thème de la souveraineté alimentaire provenant d'autres organisations, à l'exemple d'Amis de la Terre International (<http://www.foei.org/en/resources/publications/food-sovereignty>), Food First (<http://www.foodfirst.org/en/Agroecology,+Food+Sovereignty+and+the+New+Green+Revolution>), Via Campesina (<http://viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/food-sovereignty-and-trade-mainmenu-38>) et Marche Mondiale des Femmes (<http://www.nyeleni.org/spip.php?article189>).

[index](#)
